

Annexe 5 : Rennes pendant la seconde guerre mondiale

extrait de l'introduction de *Rennes 1940-1944. La guerre, l'occupation et la libération* de Catherine LAURENT, Jean-Yves VEILLARD et Xavier FERRIEU. Rennes : éditions Ouest-France, 1994. Pp. : 7, 11-13.

1943 voit s'intensifier l'offensive alliée, avec pour conséquence à Rennes de nombreux bombardements (8 de février à août 1943, 14 au total en 1943 / 1944). Les premiers atteignent des objectifs militaires et ne causent pas de pertes en vies humaines, mais le 8 mars 1943, les bombes tombent dans le quartier de la Gare et sur le Champ de Mars où se tenait la fête foraine. Les victimes sont nombreuses (plus de 280 morts et 200 blessés) et parmi elles, beaucoup d'enfants. Les obsèques ont lieu le 11 mars en présence des autorités allemandes et françaises (le gouvernement a dépêché le ministre Pierre Cathala, natif de Monfort-sur-Meu). La population est en état de choc devant l'ampleur du deuil ; la propagande allemande saura exploiter cette émotion au détriment des "libérateurs anglo-américains".

D'autres bombardements vont faire d'autres victimes : le 29 mai 1943 : 200 morts, 188 blessés ; le 7 mai 1944, à Bruz, encore plus de 200 morts ; le 9 juin, plus de 100 morts ; le 17 juillet, 98 morts...

Ces attaques — même si elles n'ont pas l'ampleur qu'elles prendront à Brest, Lorient ou Caen — pèsent énormément sur la vie des Rennais : de nombreuses familles sont en deuil, un climat d'insécurité se

développe, beaucoup de gens sont à la rue, certains, apeurés, se réfugient à la campagne. Les rues encombrées de gravats gênent l'action de la Défense passive.

Mais depuis la fin de 1943, les Alliés remportent des victoires et l'action des Résistants se fait plus efficace. Les réseaux se sont organisés ; ils publient une presse clandestine (à Rennes, Honoré Commeurec, imprimeur, diffusera de nombreux tracts et publiera *Le Populaire*, distribué à partir de 1943. Il fabriquera aussi de faux papiers pour le réseau Libération-Nord) ; ils mettent en place des filières d'évasions pour les réfractaires au STO, récupèrent les armes parachutées par les Anglais et harcèlent les Allemands... L'épicerie de madame Elie est une des boîtes à lettres : dans son arrière-boutique sont cachés des journaux clandestins, des tampons de mairies, des machines à écrire, des armes aussi. Elle héberge des aviateurs anglais. Elle sera arrêtée le 3 mai 1944. De février à mai 1944, de nombreuses arrestations vont en effet décapiter la résistance d'Ille-et-Vilaine, y compris au plus haut niveau, puisque Maurice Prestaut, chef de Défense de la France pour la Bretagne, est arrêté à Rennes le 10 mai 1944, en même temps que le responsable pour l'Ille-et-Vilaine. Ils seront fusillés le 8 juin à la caserne du Colombier avec une trentaine d'autres Résistants. Les autres militants arrêtés (dont Honoré Commeurec) sont envoyés en déportation.

En 1939, Rennes est une ville qui, sur le plan social, a connu peu de changements depuis le début du siècle. Cependant, l'exode rural a contribué à dynamiser sa population qui atteint alors environ 100 000 habitants. Loin d'être une ville industrielle, elle compte néanmoins plusieurs grandes entreprises (l'arsenal, l'imprimerie Oberthür, la brasserie Graff...). Ses journaux (*Ouest-Eclair* tire alors à plus de 250 000 exemplaires) et son université en font la capitale intellectuelle de la Bretagne.

Les Rennais, qui ont payé un lourd tribut à la guerre 1914-1918, sont dans l'ensemble partisans de la paix et accueillent tout d'abord avec soulagement les accords de Munich, même si certains, rassemblés au sein du groupe "Jeune République" (parmi lesquels Henri Fréville) refusent d'abdiquer "devant l'essentiel".

À la déclaration de guerre, François Chateau est le maire de la ville. Élu en 1935, c'est un entrepreneur, ancien compagnon du devoir. Attaché aux principes de la République, il a par ailleurs cumulé les responsabilités professionnelles (président des entrepreneurs routiers de l'Ouest, président de l'Union patronale du bâtiment rennais...). Il est aussi vice-président de l'Association des maires de France.

Très vite, il va être confronté à l'accueil des réfugiés. Ceux-ci viennent du nord de la France, mais aussi de l'est et de la région parisienne. Ce sont pour la plupart des réfugiés volontaires qui arrivent dès la fin du mois de septembre 1939 et qu'il convient de loger au mieux. Cet afflux engendre rapidement des abus et des mesures doivent être prises en octobre pour dissuader les propriétaires de pratiquer des hausses considérées de loyers.

Le flot des réfugiés ne s'interrompra pas avant la fin de l'été 1940, accru par la *Blitzkrieg* (guerre éclair). Dans le plan officiel d'évacuation, Rennes devait accueillir les populations de l'arrondissement de Lille et notamment son université. Fin mai 1940, 17 000 repas par jour sont servis ; 26 000 en juin. La plupart des familles ne sont qu'en transit et continuent vers l'ouest. Ceux qui restent à Rennes sont logés chez l'habitant ou dans des baraquements construits à la hâte à leur intention (boulevard Georges-Clemenceau / rue Victor-Rault).

La pénurie de logements est aggravée par les réquisitions des forces armées tout au long de la guerre. Jusqu'au 16 juin 1940, Rennes accueille des troupes britanniques réparties dans divers campements à Fouillard, Tanouarn et Saint-Jacques-de-la-Lande ; l'état-major est situé à Mi-Forêt, mais nombre d'officiers sont logés en ville sur réquisition. Après eux, la place sera prise par les Allemands.

L'économie de guerre se met ainsi peu à peu en place.

1944 est donc marqué par de nombreux faits tragiques : à ces arrestations, aux bombardements s'ajoutent de nouvelles privations pour la population ; les services publics (eau, électricité, gaz, téléphone) fonctionnent de plus en plus irrégulièrement. L'annonce du débarquement du 6 juin va susciter un immense espoir dans la population. Malheureusement, les semaines qui la séparent de la libération de Rennes seront douloureuses : la Gestapo et la Milice redoubleront de zèle et d'efficacité, face à l'insurrection d'une grande partie de la population.

Le maire François Chateau, de plus en plus en butte à l'hostilité des Allemands et des partisans de Vichy, ne doit qu'à la complicité d'amis sûrs de pouvoir échapper à son arrestation : il s'enfuit dans la Sarthe, alors que la Gestapo le traque chez lui et à l'hôtel de ville. Il sera remplacé par le docteur Patay.

Cet épisode lui sauvera la vie : il faisait en effet partie des cinq personnalités désignées pour être abattues par la Milice à la suite de l'assassinat de Philippe Henriot, secrétaire d'Etat à la Propagande. Dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, en effet, Gaétan Hervé, secrétaire général de la mairie, Louis Volclair, libraire, et Pierre Lemoine, greffier de la cour d'appel, sont tués par les miliciens ; Oscar Leroux, adjoint au maire, échappe de peu à la mort. Tous les biens de F. Chateau sont alors confisqués par la Milice.

Mais les Américains progressent : le 2 août, sous le commandement du général Middleton, ils arrivent par la route d'Antrain et se positionnent à la sortie de Belton, à Maison-Blanche. Craignant une riposte importante des Allemands — malgré les informations des Résistants qui leur avaient annoncé que l'armée ennemie avait commencé à évacuer — les Américains perdent du temps à l'entrée de la ville.

Après un violent affrontement avec l'artillerie allemande à Maison-Blanche où ils perdent une quinzaine de chars, ils se regroupent autour de l'église de Saint-Laurent. Jusqu'au matin du 4 août, ils font pleuvoir les obus sur Rennes et pénètrent dans la ville alors que les Allemands l'ont quittée après avoir fait sauter les ponts et coupé ainsi la ville en deux.

Le retard pris par les Américains aura eu diverses conséquences : il aura permis le départ d'un dernier train de déportés (les Allemands vident les prisons) et accru les ravages des bombardements sur Rennes. Il aura aussi laissé le temps au Comité départemental de Libération de mettre en place sa propre administration. Le 3 août en effet, alors qu'à la préfecture le général Le Vigan met en état d'arrestation les préfets de Vichy et installe à la place Victor Le Gorgeu, ancien sénateur et maire de Brest, comme commissaire de la République et Bernard Cornut-Gentille comme préfet du département, Hubert de Solminihac se rend à l'hôtel de ville où il obtient la démission du docteur Patay. Yves Milon, doyen de la faculté des sciences, prend la tête de la nouvelle municipalité. La prise de pouvoir se fait donc en douceur et ce sont des Français libres qui accueillent les forces alliées, évitant la mise en place d'une administration américaine.

La journée du 4 août est un jour de liesse pour la population. Les soldats américains sont accueillis avec une joie et un soulagement inexprimables. Ils se mettent tout de suite à l'ouvrage et entreprennent de réparer les ponts détruits.

Les Résistants sont aux premiers postes ; ils détruisent les emblèmes nazis et les traces les plus visibles de leur présence, les remplacent par les trois couleurs, accompagnées ou non des couleurs alliées, suivant les sensibilités. Ils participent à l'arrestation et au convoiement des soldats allemands qui n'ont pas fui, au repérage et à l'arrestation plus ou moins brutale des collaborateurs.

Cette période de quatre ans a marqué profondément la ville ; il faudra plus d'une dizaine d'années pour effacer les traces les plus visibles des bombardements. Les meurtrissures morales ne seront jamais totalement effacées pour ceux ou celles qui ont perdu un proche, qui ont attendu vainement le retour d'un prisonnier, d'un déporté, qui ont connu la torture ou l'angoisse de l'arrestation. Le personnel politique est renouvelé ; les deux personnalités qui occupent le poste de maire dans le tiers de siècle qui suit la Libération, Yves Milon (1945-1953) et Henri Fréville (1953-1977), ont été des acteurs de la Résistance.

1944 est donc marqué par de nombreux faits tragiques : à ces arrestations, aux bombardements s'ajoutent de nouvelles privations pour la population ; les services publics (eau, électricité, gaz, téléphone) fonctionnent de plus en plus irrégulièrement. L'annonce du débarquement du 6 juin va susciter un immense espoir dans la population. Malheureusement, les semaines qui la séparent de la libération de Rennes seront douloureuses : la Gestapo et la Milice redoubleront de zèle et d'efficacité, face à l'insurrection d'une grande partie de la population.

Le maire François Chateau, de plus en plus en butte à l'hostilité des Allemands et des partisans de Vichy, ne doit qu'à la complicité d'amis sûrs de pouvoir échapper à son arrestation : il s'enfuit dans la Sarthe, alors que la Gestapo le traque chez lui et à l'hôtel de ville. Il sera remplacé par le docteur Patay.

Cet épisode lui sauvera la vie : il faisait en effet partie des cinq personnalités désignées pour être abattues par la Milice à la suite de l'assassinat de Philippe Henriot, secrétaire d'Etat à la Propagande. Dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, en effet, Gaétan Hervé, secrétaire général de la mairie, Louis Volclair, libraire, et Pierre Lemoine, greffier de la cour d'appel, sont tués par les miliciens ; Oscar Leroux, adjoint au maire, échappe de peu à la mort. Tous les biens de F. Chateau sont alors confisqués par la Milice.

Mais les Américains progressent : le 2 août, sous le commandement du général Middleton, ils arrivent par la route d'Antrain et se positionnent à la sortie de Betton, à Maison-Blanche. Craignant une riposte importante des Allemands — malgré les informations des Résistants qui leur avaient annoncé que l'armée ennemie avait commencé à évacuer — les Américains perdent du temps à l'entrée de la ville.

Après un violent affrontement avec l'artillerie allemande à Maison-Blanche où ils perdent une quinzaine de chars, ils se regroupent autour de l'église de Saint-Laurent. Jusqu'au matin du 4 août, ils font pleuvoir les obus sur Rennes et pénètrent dans la ville alors que les Allemands l'ont quittée après avoir fait sauter les ponts et coupé ainsi la ville en deux.

Le retard pris par les Américains aura eu diverses conséquences : il aura permis le départ d'un dernier train de déportés (les Allemands vident les prisons) et accru les ravages des bombardements sur Rennes. Il aura aussi laissé le temps au Comité départemental de Libération de mettre en place sa propre administration. Le 3 août en effet, alors qu'à la préfecture le général Le Vigan met en état d'arrestation les préfets de Vichy et installe à la place Victor Le Gorgeu, ancien sénateur et maire de Brest, comme commissaire de la République et Bernard Cornut-Gentille comme préfet du département, Hubert de Solminihac se rend à l'hôtel de ville où il obtient la démission du docteur Patay. Yves Milon, doyen de la faculté des sciences, prend la tête de la nouvelle municipalité. La prise de pouvoir se fait donc en douceur et ce sont des Français libres qui accueillent les forces alliées, évitant la mise en place d'une administration américaine.

La journée du 4 août est un jour de liesse pour la population. Les soldats américains sont accueillis avec une joie et un soulagement inexprimables. Ils se mettent tout de suite à l'ouvrage et entreprennent de réparer les ponts détruits.

Les Résistants sont aux premiers postes ; ils détruisent les emblèmes nazis et les traces les plus visibles de leur présence, les remplacent par les trois couleurs, accompagnées ou non des couleurs alliées, suivant les sensibilités. Ils participent à l'arrestation et au convoiement des soldats allemands qui n'ont pas fui, au repérage et à l'arrestation plus ou moins brutale des collaborateurs.

Cette période de quatre ans a marqué profondément la ville ; il faudra plus d'une dizaine d'années pour effacer les traces les plus visibles des bombardements. Les meurtrissures morales ne seront jamais totalement effacées pour ceux ou celles qui ont perdu un proche, qui ont attendu vainement le retour d'un prisonnier, d'un déporté, qui ont connu la torture ou l'angoisse de l'arrestation. Le personnel politique est renouvelé ; les deux personnalités qui occupent le poste de maire dans le tiers de siècle qui suit la Libération, Yves Milon (1945-1953) et Henri Fréville (1953-1977), ont été des acteurs de la Résistance.